

Nature de l'acte : 8.3

N° 2024 08 776

Mis en ligne le28.08.24

CHAUSSÉE RÉTRÉCIE ET STATIONNEMENT DE VÉHICULES DE CHANTIER POUR RÉALISER LE REMBLAIEMENT ET LA POSE D'ENROBÉ À FROID DANS FOUILLE OUVERTE ET MAÇONNERIE COFFRET RUE DE LANGELLE ET RUE HENRI LASSERRE PAR BOUYGUES ENERGIES SERVICE DU 29 AU 30 AOÛT 2024

Le Maire de la Ville de Lourdes,

Vu les articles L2122-18, L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu les prescriptions du code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

Vu la demande de l'entreprise Bouygues Energies Services sise 8 rue Jean-Luc Lagardère 65000 TARBES, relative au stationnement de véhicules de chantier pour réaliser le remblaiement et la pose d'enrobé à froid dans fouille déjà ouverte et maçonnerie coffret rue de Langelle, dans sa partie comprise entre la rue Henri Lasserre et la rue du Docteur Dozous et rue Henri Lasserre, dans sa partie comprise entre le parking Monseigneur Méricq et la rue de Langelle, du 29 au 30 août 2024,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures réglementant la circulation des véhicules afin de permettre l'occupation ou l'exécution de travaux sur la voie publique, de prévenir les accidents et de garantir la sécurité des usagers,

Considérant que la commune doit faciliter l'occupation du domaine public aux gestionnaires de réseaux,

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation

Du 29 au 30 août 2024, l'entreprise Bouygues Energies Services est autorisée à occuper le domaine public rue de Langelle, dans sa partie comprise entre la rue Henri Lasserre et la rue du Docteur Dozous et rue Henri Lasserre, dans sa partie comprise entre le parking Monseigneur Méricq et la rue de Langelle,

Article 2 - Stationnement

Durant la période visée à l'article 1, le stationnement est interdit rue de Langelle, dans sa partie comprise entre la rue Henri Lasserre et la rue du Docteur Dozous et rue Henri Lasserre, dans sa partie comprise entre le parking Monseigneur Méricq et la rue de Langelle, en fonction des besoins et de l'avancement des travaux.

Article 3 - Circulation

Durant la période visée à l'article 1 la chaussée est rétrécie rue de Langelle, dans sa partie comprise entre la rue Henri Lasserre et la rue du Docteur Dozous et rue Henri Lasserre, dans sa partie comprise entre le parking Monseigneur Méricq et la rue de Langelle,

La vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h et signalée par panneau B14, 50m en amont des abords de l'emprise du chantier.

Article 4 - Affichage de l'arrêté

Cet arrêté est publié électroniquement sur le site de la ville conformément à la réglementation en vigueur.

Il doit être affiché par le bénéficiaire :

- soit aux extrémités de l'emprise concernée par cette réglementation ;
- soit à l'endroit précisé par cette réglementation.

Cet affichage ne doit pas occulter les panneaux de signalisation mis en place en exécution du présent arrêté.

Article 5 - Signalisation, balisage

La signalisation et le balisage nécessaires à l'application des dispositions stipulées dans le présent arrêté seront mis en œuvre par le bénéficiaire à ses frais et sous sa responsabilité et sera disposée sur le domaine public au moins 48 heures avant la prise d'effet de cette dernière.

Ils devront être conformes aux dispositions prévues par :

- l'instruction interministérielle citée ci-dessus ;
- la Police Municipale ou la Police Nationale ;
- les services techniques municipaux.

La commune ayant mis en place l'extinction de l'éclairage public la nuit, les dispositifs pour la signalisation des chantiers devront être obligatoirement réfléchissants.

Dans le cas où la circulation des piétons ne serait pas maintenue au droit des emprises, le bénéficiaire devra dévier leur circulation vers un passage piétons menant au trottoir opposé, ou aménager un passage sécurisé à l'aide de barrières ou cônes de signalisation d'une largeur minimale d'1,20 mètres, maintenant tous les accès aux riverains et commerces.

Article 6 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

D'autre part, le bénéficiaire de l'arrêté doit conserver l'accès aux riverains.

Article 7 - Enlèvement des véhicules

Afin de permettre le bon déroulement des travaux, tout véhicule contrevenant aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté est considéré comme gênant au regard de l'article R.417-10 II 10° du code de la route (stationnement gênant sur une voie publique spécialement désignée par arrêté de l'autorité investie de pouvoir de police municipale et mis en fourrière selon les dispositions de l'article R.417-10 V de ce même code).

Article 8 - Exceptions

Les dispositions de cet arrêté ne sont pas applicables aux :

- véhicules de secours et de lutte contre l'incendie,
- véhicules de police,
- véhicules de ramassage des ordures ménagères,
- véhicules des services municipaux.

lorsqu'ils sont en service.

Article 9 - Recours

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication électronique.

Article 10 - Application de l'arrêté

Madame la Directrice Générale Adjointe des Services, et Madame la Cheffe de la Police Municipale, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lourdes, le 26 août 2024

Pour le Maire,
L'adjoint délégué,

A blue circular official stamp of the Mayor's office is overlaid with a handwritten signature in blue ink. The stamp contains the text 'MAYOR' and '64000 PAU'.

Philippe ERNANDEZ

Notifié le

Par courrier recommandé envoyé le

Par remise en main propre

Par mail envoyé le 27.08.2024

Je soussigné(e).....

Signature :

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le

Tribunal Administratif de PAU
Cours Lyautey - 64000 PAU

dans un délai de deux mois.

